CE MONDE QUI BOUGE

Salah Hamouri, franco-palestinien condamné pour l'exemple

Par Hassane Zerrouky

Le 25 avril, Salah Hamouri, qui purge une peine de sept ans de prison en Israël, a eu 24 ans. Salah est de mère française et de père palestinien, c'est ce qu'on appelle un Franco-Palestinien. Qui est-il d'abord, pourquoi a-t-il été condamné et pourquoi lui consacrer cette chronique ?

Les faits. Le 17 avril 2008, un tribunal militaire israélien siégeant dans la colonie d'Ofer en Cisjordanie occupée a condamné le jeune Salah à sept ans de prison pour tentative d'assassinat sur le rabbin d'extrême droite, Yossef Obadia, chef du parti religieux Shass qui, soit dit en passant, avait publiquement déclaré que les «Arabes étaient des cafards qu'il fallait exterminer» ! Pour être passé devant le domicile de cet extrémiste religieux en voiture accompagné d'un ami, Salah Hamouri a été accusé d'avoir «l'intention» d'assassiner Yossef Obadia et d'être membre du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Rien de moins. Certes, le jeune Franco-Palestinien a nié les faits qui lui sont reprochés. Mais, pour ne pas encourir une peine de 14 ans de prison, il a choisi de plaider «coupable».

Son avocate israélienne, Lea Tsemel, citée par *Le Monde*, et qui a défendu des centaines de Palestiniens, explique: «Ils ont roulé au ralenti, vu une caméra, fait demi-tour et n'en ont plus parlé après. Les enquêteurs n'ont trouvé aucune arme et aucun élément susceptible de prouver qu'ils étaient décidés à passer à l'acte. Il s'agit d'un acte stupide, une bravade, rien de plus.» Pas de quoi en faire une montagne ? Sans doute. Dans un pays normal, mais pas en Israël où un Palestinien est considéré comme un suspect en puissance ! Salah Hamouri a donc été condamné pour l'exemple. Depuis sa condamnation, il est allé grossir les rangs des 11 000 Palestiniens détenus en Israël dont 333 ont moins de dix-huit ans ! La mère du jeune Franco-Palestinien, Denise Hamouri, a réagi comme toutes les mères l'auraient fait : elle a interpellé les plus hautes autorités françaises afin qu'elles agissent auprès d'Israël. Ces dernières, si promptes à réagir quand il s'agit de ressortissants français détenus à l'étranger, ont fait montre de profil bas dans le cas de Salah Hamouri. Et c'est le moins qu'on puisse dire.

En effet, comment expliquer le zèle mis par la présidence de la République française pour obtenir la libération du soldat franco-israélien, Gilad Shalit, fait prisonnier par le Hamas en 2006, à la suite d'un accrochage avec les forces israéliennes, celle d'Ingrid Betancourt en Colombie ou tout récemment celle de cette jeune Française détenue au Mexique, et qu'elle n'a rien entrepris en ce qui concerne Salah Hamouri ?

Comment expliquer que la Mairie de Paris ait fait Gilad Shalit capturé en zone de guerre «citoyen d'honneur de la ville», que son portrait soit accroché sur les édifices publics, alors qu'elle ignore le cas de Salah Hamouri ?

Dans cette affaire, la France a fait montre de deux poids deux mesures. Bien que Français, Salah Hamouri est sans doute considéré comme un citoyen de seconde zone.

«Je peux comprendre l'émotion de M. Sarkozy face à la situation de Gilad Shalit puisqu'il s'intéresse à tous les Français où qu'ils soient.

Mais apparemment cela ne concerne ni la Palestine ni les Franco-Palestiniens», écrivait Denise Hamouri, la mère de Salah, dans les colonnes de *L'Humanité*. Ajoutant que son fils «a été condamné par un tribunal militaire installé en Cisjordanie à sept ans de prison, alors qu'il n'a rien fait d'autre que de résister pacifiquement à l'occupation.

Or, résister à une occupation étrangère est un droit imprescriptible» ! Aux yeux du gouvernement français (mais aussi de ses alliés occidentaux), c'est bien là le tort de Salah Hamouri et de tous ces Palestiniens emprisonnés en Israël.

H. Z.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL À GENÈVE EN JUIN PROCHAIN

Les effets de la crise au menu

Les conséquences de la crise économique sur le marché mondial de l'emploi seront le thème central de la 98e Conférence internationale du travail qui se tiendra à Genève en Suisse du 3 au 19 juin prochain.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a indiqué hier le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, à l'occasion de la célébration, au siège de son département, du quatre-vingt-dixième anniversaire de la création, en 1919 dans le cadre du traité de Versailles, de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Selon le ministre, la conférence de Genève sera l'occasion d'approfondir la réflexion et le débat sur les effets de cette crise en vue de trouver des solutions à la mesure des défis auxquels le monde et notamment les pays du Sud sont aujourd'hui confrontés. Une réunion qui intervient donc dans une conjoncture critique marquée par une crise économique doublée d'une autre financière et qui a eu des conséquences néfastes sur la scène économique mondiale qu'illustrent l'entrée en récession de plusieurs pays et la perte de plusieurs millions d'emplois dans le monde. Créée en 1919, soit à la fin de la Première Guerre mondiale, l'OIT s'est fixé comme objectif fondamental la réalisation de la justice sociale dans le monde, seul fondement à même d'instaurer la paix et la sécurité.

L'OIT est la seule institution multilatérale dans le monde à structure tripartite, gouvernements, employeurs et travailleurs. Elle a pour vocation de promouvoir et de mettre en œuvre les normes et les principes et droits fondamentaux au travail ; d'accroître les possibilités pour les hommes et les femmes d'obtenir un emploi et un revenu décents ; d'accroître l'étendue et l'efficacité de la protection sociale pour tous et de renforcer le tripartisme et le dialogue social. Et ce sont ces valeurs qui ont valu à l'organisation le prix Nobel de la paix en 1969. L'Algérie a adhéré à l'OIT dès le recouvrement de l'indépendance en 1962 et a ratifié 59 conventions dont les principales tournent autour de la protection des travailleurs, l'égalité des genres et surtout le dialogue social. A ce sujet, Tayeb Louh a précisé que «notre pays a fait de grands pas dans la promotion du dialogue social à travers l'organisation de 14 bipartites et 12 tripartites». Le ministre a également rappelé la signature du pacte national économique et social au cours de la rencontre tripartite tenue le 29 septembre 2006.

L. M.

Paris s'associe au Conseil de l'Europe dans une campagne contre les discriminations

«Dites non à la discrimination» : il s'agit là d'un slogan qui accompagne 550 affiches déployées depuis hier par la ville de Paris.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

La Ville de Paris s'est associée au Conseil de l'Europe pour le lancement d'une campagne contre les discriminations, qui touche plusieurs capitales européennes. Yamina Benguigui, adjointe au maire de Paris, chargée des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations ; Gabriella Battaini-Dragoni, directrice générale de l'éducation, de la culture et du patrimoine, de la jeunesse et du sport (DGIV) du Conseil de l'Europe et le sportif Lilian Thuram, président de la fondation Education contre le racisme ont conjointement lancé à Paris cette campagne.

En dehors de Paris, aucune autre ville française n'a encore adhéré à cette campagne alors qu'ailleurs en Europe elle se déploie déjà à Rome, Barcelone, Anvers, Lisbonne, et Berlin.

«Paris doit continuer à incarner les valeurs universelles de fraternité, de respect de l'autre dans sa différence», a estimé Yamina Benguigui dans son intervention de présentation de la campagne comme elle a rappelé ce que la Mairie de Paris et à sa tête Bertrand Delanoë, ont entrepris en faveur de la lutte contre toutes formes de discrimination et qui en fait un exemple : favoriser l'accès aux emplois de la ville à des jeunes issus des quartiers populaires et aux écoles supérieures de la ville, le renforcement du Forum Paris de la diversité et du premier emploi et enfin les permanences juridiques spécialisées sur les discriminations et qui seront prochainement ouvertes dans cinq points parisiens d'accès au droit.

Pour l'ancien ailier de l'équipe de France et ex-footballeur de la Juventus de Turin, les discriminations «sont un mal profond».

«Il ne faut pas croire que le racisme est cantonné au foot. Le racisme est profondément ancré dans nos cultures.»

La solution serait donc pour Thuram dans des actions pour «changer l'imaginaire, comprendre pourquoi il y a du racisme. Il faut déconstruire l'histoire et la dépasser».

Et pour ce faire, dit encore le sportif, «un travail de fond sur l'éducation avec les jeunes enfants dont beaucoup croient encore aux différences entre les races» devra être engagé.

Si cette campagne lancée par plusieurs pays est utile, elle est loin donc de régler le problème des discriminations qui prend souvent des proportions démesurées et aggravées par la méconnaissance de l'autre.

K. B.-A.

CONDOR SE LANCE DANS LA FABRICATION DE PC

Bientôt des laptops à 34 000 DA

The Right PC, ou le bon ordinateur, est le nom donné à la nouvelle campagne que Condor va prochainement lancer. Initiée de concert avec Microsoft, cette campagne vise à développer à l'endroit des utilisateurs finaux des produits de qualité et adaptés aux différents besoins d'utilisation.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Au cours d'une conférence de presse, les responsables de Condor ont annoncé la mise prochaine sur le marché algérien d'ordinateurs certifiés par Microsoft. «Il s'agit d'une première en Algérie.

Désormais, les produits informatiques Condor seront labellisés à l'exemple de HP et Dell», a expliqué le porte-parole de Condor.

Ce dernier a aussi mis l'accent sur l'intérêt pour les utilisateurs de disposer de logiciels originaux et d'un matériel qui répond à l'emploi souhaité.

Ainsi, les PC de Condor seront dotés d'équipements soft et hard selon la demande exprimée.

Il s'agit de logiciels destinés à un usage domestique, et d'autres orientés vers l'internet et le multimédia, un usage propre aux étudiants mais aussi aux professionnels.

Au sujet de la mise sur le marché de ces ordinateurs, il a été expliqué qu'ils seront disponibles à travers le réseau Condor.

Un réseau éprouvé en termes de service après-vente. En ce qui concerne les prix, les ordinateurs de Condor seront d'un excellent rapport qualité-prix.

Les ordinateurs de bureau avec écran 19 pouces seront proposés entre 33 000 et 38 000 DA, selon le type de logiciel embarqué.

Les mini-laptops (mini-books) seront vendus à 14 000 DA. Quant aux PC portables, ils seront affichés entre 34 000 et 45 000 DA.

N. M.